



Avocat au barreau du Cameroun, et ancien Bâtonnier de l'Ordre national des avocats du Cameroun, Maître Charles Tchougang, critique vertement et demande l'interdiction et la publication et la commercialisation de l'ouvrage de Cabral Libii intitulé « libéralisme communautaire »

Et je voudrais monsieur le Premier Ministre à cette occasion faire une sortie un peu on va dire... inappropriée mais nécessaire, sur ce qu'on annonce depuis quelques jours : la publication d'un ouvrage, qui s'appellerait « Le fédéralisme communautaire ».

Inacceptable! Dans un État de droit c'est inacceptable qu'un parti politique puisse proposer à notre pays d'adopter une structure complètement absurde qui s'appelle « Le fédéralisme communautaire ».

D'un concept contradictoire qui exclut la réalité et qui en fait attise les haines, les passions et le tribalisme. Parce que c'est de ça qu'il s'agit. Si l'État du Cameroun autorise une telle publication, cela veut dire qu'en réalité, chacun peut rester dans son coin et théoriser la guerre et le dire. Fédéralisme communautaire suppose quoi? Ça suppose que la fédération devient un instrument constitutionnel qui accepte le communautarisme. C'est quoi le communautarisme? Alors, j'ai entendu les tenants de ce discours dire qu'il y a une communauté Sawa. Mais monsieur le Premier Ministre vous en êtes.

La communauté? Sawa c'est quoi? Ça part d'ici au Bénin. La communauté? Bamileke? c'est quoi? Qui va t-on mettre dans ça? La communauté? Bamun c'est quoi? Alors, on va nous dicter des structures super communautaires pour créer des États dans lesquels on va plaquer des communautés pour en faire un fédéralisme ou on aura un fédéralisme à 250 États! On joue! Je pense que l'État doit reprendre sa place sur cette question, parce que c'est une question fondamentale. Et je pense que c'est dans vos missions puisque vous promenez le multiculturalisme. L'État que le multiculturalisme promeut c'est celui-là qui fait en sorte que nos richesses culturelles rassemblent.

C'est la force et la puissance de notre pays. Mais ça ne peut pas être le socle de la division et de la haine. J'attends d'entendre ce que l'État du Cameroun, mon pays, va dire sur cette théorie. C'est comme ça que _Mein Kampf_ a commencé?. C'est comme ça quand Hitler dit à son peuple « je vous promets mille ans de bonheur » et contraint la France... La France sera un pays agricole, la nourriture que vous mangerez sera produite par les français. Et concernant l'Afrique il a dit « no name ». Ils n'existent pas. Ils sont donc contraints à l'esclavage, ils n'existent pas dans la catégorisation des peuples.

Donc je crois monsieur le Premier Ministre sur cette question qu'il faut être extrêmement clair et précis. Il faut qu'on dise est-ce que c'est possible de laisser les gens écumer nos plateaux de télévision, nos radios et nos médias pour que vous nous expliquiez le fédéralisme communautaire. C'est comme cela que la radio Mille-collines de Kigali a commencé?. Pensez à quoi ça a abouti. Il faut que vous sachiez identifier et sortir les dérives de pensées. C'est une pensée totalitaire et inacceptable dans notre pays. Et moi je vous suggère monsieur le Premier Ministre, de proposer au chef de l'État d'interdire cet ouvrage. Il faut beaucoup de courage.

On ne peut pas être dans un pays où l'État disparaît derrière les peurs. Nous n'avons peur de personne. L'État n'a pas à avoir peur, de personne! Quand l'ouvrage a pour but de diviser la Nation, la Nation a le devoir de s'opposer à la production d'un tel ouvrage. Je crois que ce serait un signe fort de puissance. La liberté d'association ne peut pas tout autoriser. Lorsqu'on est à court de pensées, on se cache. Lorsqu'on est à court de leadership, on se terre. Cette pollution qu'on veut installer dans notre pays nous fera soupirer. Je crois que votre Commission en proposant l'interdiction d'un tel ouvrage fera (n'est-ce pas) le lit de la République.

Douala le 1er novembre 2021."